

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Saint-Polycarpe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire
Éric Lachapelle



Date
11 25 juin 2026

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	44
Analyse des charges	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Municipalité de Saint-Polycarpe**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Municipalité de Saint-Polycarpe** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Municipalité de Saint-Polycarpe** au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers de la Municipalité de Saint-Polycarpe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers, en date du 2 septembre 2026, une opinion avec réserve en raison des éléments décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve ».

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Municipalité de Saint-Polycarpe** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO sencl.

BCGO S.E.N.C.R.L.

Vaudreuil-Dorion, le 25 juin 2026

1 par CPA Auditrice, permis de comptabilité publique no A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	5 198 100	5 129 613	4 877 684
Compensations tenant lieu de taxes	2	135 700	140 128	135 302
Quotes-parts	3			
Transferts	4	381 700	383 756	2 168 373
Services rendus	5	334 800	448 964	389 394
Imposition de droits	6	143 600	274 036	191 280
Amendes et pénalités	7	14 000	997	14 110
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	110 500	218 906	374 806
Autres revenus	10	3 600	91 608	84 215
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 322 000	6 688 008	8 235 164
Charges				
Administration générale	14	1 310 250	1 259 235	1 345 416
Sécurité publique	15	1 009 600	1 024 721	861 457
Transport	16	1 006 500	1 513 727	1 329 626
Hygiène du milieu	17	1 363 500	1 703 116	1 414 585
Santé et bien-être	18	20 600	18 669	20 765
Aménagement, urbanisme et développement	19	312 100	293 530	247 007
Loisirs et culture	20	574 750	792 347	587 656
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	272 600	267 191	245 038
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 869 900	6 872 536	6 051 550
Excédent (déficit) lié aux activités	25	452 100	(184 528)	2 183 614
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		21 868 921	19 685 307
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		21 868 921	19 685 307
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		21 684 393	21 868 921

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 848 075	4 429 979
Débiteurs (note 5)	2	1 538 316	2 874 398
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		1 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	7 386 391	8 304 377
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 434 869	859 726
Revenus reportés (note 11)	12	614 134	592 251
Dette à long terme (note 12)	13	6 383 020	6 986 280
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	774 954	745 148
	16	9 206 977	9 183 405
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 820 586)	(879 028)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	23 380 831	22 588 813
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	33 991	45 159
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	90 157	113 977
	23	23 504 979	22 747 949
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	21 684 393	21 868 921
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	21 684 393	21 868 921
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	21 684 393	21 868 921
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	452 100	(184 528)	2 183 614
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	2 021 201)(	3 461 995)
Produit de cession	3			39 986
Amortissement	4		1 229 183	1 152 445
(Gain) perte sur cession	5			(22 984)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(792 018)	(2 292 548)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		11 168	26 803
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		23 820	7 378
	13		34 988	34 181
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	452 100	(941 558)	(74 753)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(879 028)	(804 275)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(879 028)	(804 275)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(1 820 586)	(879 028)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(184 528)	2 183 614
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 229 183	1 152 445
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Perte (gain) sur disposition d'immobilisation	4.1		(22 984)
	5	1 044 655	3 313 075
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 336 082	(1 260 247)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	232 435	1 098 988
Revenus reportés	9	21 883	125 553
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	11 168	26 803
Autres actifs non financiers	13	23 820	7 378
	14	2 670 043	3 311 550
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(1 648 687) (	4 269 688)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		39 986
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	() (	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(1 648 687)	(4 229 702)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	() (	)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	() (	)
Cession	23	1 000 000	2 000 000
	24	1 000 000	2 000 000
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	1 401 300	848 400
Remboursement de la dette à long terme	26	(2 013 900) (	610 700)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	9 340	9 341
Autres			
▪	29.1		
	30	(603 260)	247 041
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	1 418 096	1 328 889
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	4 429 979	3 101 090
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	4 429 979	3 101 090
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	5 848 075	4 429 979

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Polycarpe est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations et la provision à l'égard des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

La municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures (a)	10 à 40 ans
Bâtiments (a)	40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	5 à 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans les catégories des infrastructures et des bâtiments sont amortis sur une période de 5 à 35 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent les abrasifs et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transferts

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite simplifié auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation et des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 848 075	4 429 979
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	5 848 075	4 429 979
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	5 848 075	4 429 979
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	4 011 235	3 085 372
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	1 401 300	230 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	445 212	281 109
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	341 385	968 327
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	278 441	1 249 123
Organismes municipaux	13	232 194	237 479
Autres			
▪ Intérêts	14.1	13 431	17 584
▪ Mutations et autres	14.2	227 653	120 776
	15	1 538 316	2 874 398
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	5 136	6 953
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	3 874	427 279
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	83 894	116 747
Ministère de la Culture et des Communications	26		
Autres ministères/organismes	27	253 617	424 301
	28	341 385	968 327

Note**6. Prêts**

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35		1 000 000
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38		1 000 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité a négocié une marge de crédit autorisée à 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2025 cette marge n'était pas utilisée. Cette somme a été autorisée pour financer les dépenses d'exploitation

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	865 362	352 405
Salaires et avantages sociaux	45	134 145	206 723
Dépôts et retenues de garantie	46	129 915	138 536
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Intérêts courus	48.1	79 610	75 669
▪ Organismes municipaux	48.2	225 837	39 779
▪ Gouvernement du Québec	48.3		44 930
▪ Gouvernement du Canada	48.4		1 684
	49	1 434 869	859 726

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	13 493	18 189
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ PEPPSEP	55.1	4 788	4 788
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	593 553	510 994
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57		58 280
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	2 300	
	63	614 134	592 251

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externes s'élèvent à 0 \$ (2024 – 100 835 \$) pour le Fonds – Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 2 424 \$ (2024 – 20 940 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels.

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 4 788 \$ (2024 : 4 788 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre du Programme pour l'élaboration des plans de protection des sources d'eau potable. Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque l'organisme respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,55	5,40	2026	2044	64	6 401 700	7 014 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	6 401 700	7 014 300
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(18 680)	(28 020)
					72	6 383 020	6 986 280

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		623 500			623 500
2027	74		548 400			548 400
2028	75		574 500			574 500
2029	76		601 700			601 700
2030	77		391 300			391 300
2031 et plus	78		3 662 300			3 662 300
	79		6 401 700			6 401 700
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		6 401 700			6 401 700

Note

Lors du refinancement, l'organisme rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

		2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	77 836	74 221
Régimes de retraite des élus municipaux	89	9 580	6 973
	90	87 416	81 194

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	774 954	745 148
Autres			
▪	93.1		
	94	774 954	745 148
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	745 148	
Passifs engagés	96		716 488
Passifs réglés	97 ()		
Charge de désactualisation ¹	98	29 806	28 660
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	774 954	745 148

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement les bâtiments et les terrains.

Principales hypothèses utilisées

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Taux d'actualisation, incluant inflation	4 %
Période d'actualisation*	De 5 à 35 ans
Taux d'inflation	2 %

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 1 055 000 \$ (1 055 000 \$ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	5 325 105			5 325 105
Eaux usées	102	1 628 467			1 628 467
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	10 331 324	2 337 741	37 607	12 631 458
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	104.1	1 726 443	357 345		2 083 788
▪ Autres	104.2	6 852 726		60 304	6 792 422
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	2 677 231		22 180	2 655 051
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	2 067 120	113 239		2 180 359
Ameublement et équipement de bureau	109	84 404	105 567	15 429	174 542
Machinerie, outillage et équipement divers	110	987 862	43 250	64 671	966 441
Terrains	111	251 712	1 075 128		1 326 840
Autres	112				
	113	31 932 394	4 032 270	200 191	35 764 473
Immobilisations en cours	114	3 045 743	(2 011 069)		1 034 674
	115	34 978 137	2 021 201	200 191	36 799 147
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	1 604 928	159 425		1 764 353
Eaux usées	117	1 877 937	183 179		2 061 116
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	4 093 139	383 023	37 607	4 438 555
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	119.1	243 944	94 064		338 008
▪ Autres	119.2	1 958 231	29 290	60 304	1 927 217
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 301 288	119 628	22 180	1 398 736
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	855 915	173 351		1 029 266
Ameublement et équipement de bureau	124	51 872	24 226	15 429	60 669
Machinerie, outillage et équipement divers	125	402 070	62 997	64 671	400 396
Autres	126				
	127	12 389 324	1 229 183	200 191	13 418 316
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	22 588 813			23 380 831
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note**16. Propriétés destinées à la revente**

	2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2025	2024
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	143.1	90 157
Autres		
▪	144.1	
	145	90 157
		113 977

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, en vertu d'un contrat de gestion des matières résiduelles échéant en 2026, à verser une somme de 202 853 \$ en 2026.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

20. Droits contractuels**Programme de subvention**

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 1 221 632 \$ à la municipalité pour des travaux admissibles. La municipalité doit également investir une somme de 357 724 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, aucun revenu n'a été comptabilisé, la totalité de la subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146,1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148,1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Les opérations liées aux activités d'investissement, qui n'entraînent pas de mouvements de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie et qui sont exclues de l'état consolidé des flux de trésorerie sont les suivantes:

Acquisition d'immobilisation corporelles incluses:	2025	2024
dans les créditeurs et charges à payer	(372 514)	507 552

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représentant des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Non en souffrance	799 739	1 924 837
En souffrance :		
de 30 à 60 jours	-	-
de 60 à 90 jours	-	-
plus de 90 jours	81 955	443 209
Moins la provision pour créances douteuses	-	-
	881 761	2 368 046

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est évaluée correctement pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2025	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 322 577	-	-	-	1 322 577
Intérêts courus à payer	79 610	-	-	-	79 610
Dettes	623 500	1 724 600	684 300	3 369 300	6 401 700
Total	2 025 687	1 724 600	684 300	3 369 300	7 803 887

2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	695 292	-	-	-	695 292
Intérêts courus à payer	75 669	-	-	-	75 669
Dettes	612 600	1 783 600	1 009 200	3 608 900	7 014 300
Total	1 383 561	1 783 600	1 009 200	3 608 900	7 785 261

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé au risque suivant:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

La municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent régulièrement.

La municipalité est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie à taux variable. Ce risque est réduit par une saine gestion des excédents de liquidités en fonction des besoins de trésorerie et de façon à optimiser les revenus d'intérêts

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2025			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
<i>Actifs financiers</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 003 778	1 251 921	5 255 699
Placements de portefeuille	-	-	-
<i>Passifs financiers</i>			
Emprunts	-	-	-
Dettes	6 401 700	-	6 401 700

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
<i>Actifs financiers</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	207 242	3 630 262	3 837 604
Placements de portefeuille	1 000 000	-	1 000 000
<i>Passifs financiers</i>			
Emprunts	-	-	-
Dettes	7 014 300	-	7 014 300

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 11 460 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2025 (21 767 \$ en 2024).

27. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2025.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025			Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 198 100	5 129 613		5 129 613		4 877 684
Compensations tenant lieu de taxes	2	135 700	140 128		140 128		135 302
Quotes-parts	3						
Transferts	4	413 300	333 756		333 756		399 991
Services rendus	5	303 200	448 964		448 964		389 394
Imposition de droits	6	143 600	274 036		274 036		191 280
Amendes et pénalités	7	14 000	997		997		14 110
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	110 500	218 906		218 906		374 806
Autres revenus							
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10						
Autres	11	3 600	7 906		7 906		79 423
Effet net des opérations de restructuration	12						
	13	6 322 000	6 554 306		6 554 306		6 461 990
Investissement							
Taxes	14						
Quotes-parts	15						
Transferts	16		50 000		50 000		1 768 382
Imposition de droits	17						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	18						4 792
Autres	19		83 702		83 702		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20						
Effet net des opérations de restructuration	21						
	22		133 702		133 702		1 773 174
	23	6 322 000	6 688 008		6 688 008		8 235 164

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus	24	6 322 000	6 688 008		6 688 008	8 235 164
Charges						
Administration générale	25	1 310 250	1 223 206	36 029	1 259 235	1 345 416
Sécurité publique	26	1 009 600	887 024	137 697	1 024 721	861 457
Transport	27	1 006 500	956 410	557 317	1 513 727	1 329 626
Hygiène du milieu	28	1 363 500	1 357 022	346 094	1 703 116	1 414 585
Santé et bien-être	29	20 600	18 669		18 669	20 765
Aménagement, urbanisme et développement	30	312 100	289 103	4 427	293 530	247 007
Loisirs et culture	31	574 750	644 728	147 619	792 347	587 656
Réseau d'électricité	32					
Frais de financement	33	272 600	267 191		267 191	245 038
Effet net des opérations de restructuration	34					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35		1 229 183 (	1 229 183)		
	36	5 869 900	6 872 536		6 872 536	6 051 550
Excédent (déficit) lié aux activités	37	452 100	(184 528)		(184 528)	2 183 614

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	452 100	(184 528)	2 183 614
Moins : revenus d'investissement	2 (	) (	133 702) (	1 773 174)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	452 100	(318 230)	410 440
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 229 183	1 152 445
Produit de cession	5			39 986
(Gain) perte sur cession	6			(22 984)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 229 183	1 169 447
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	613 200) (	612 600) (	610 700)
	18	(613 200)	(612 600)	(610 700)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	225 700) (	74 270) (	89 224)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	345 300	423 380	251 864
Excédent de fonctionnement affecté	21	133 500	14 027	38 244
Réserves financières et fonds réservés	22	(92 000)	41 413	(145 652)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	161 100	404 550	55 232
	26	(452 100)	1 021 133	613 979
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		702 903	1 024 419

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	133 702	1 773 174
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(94 084)	(849 493)
Sécurité publique	3	(783 964)	(142 526)
Transport	4	(802 261)	(1 079 551)
Hygiène du milieu	5	(45 648)	(1 025 498)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(32 276)	(51 869)
Loisirs et culture	8	(262 968)	(313 058)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(2 021 201)	(3 461 995)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		848 400
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	74 270	89 224
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 621 570	896 721
Excédent de fonctionnement affecté	17	57 570	256 451
Réserves financières et fonds réservés	18	387 560	130 220
	19	2 140 970	1 372 616
	20	119 769	(1 240 979)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	253 471	532 195

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 394 300	1 385 615	1 316 932
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	378 500	365 726	347 012
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6	6 500	6 433	5 650
Autres services	7	123 900	124 501	80 604
Autres biens et services	8	2 716 950	2 759 136	2 347 485
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	272 600	267 191	245 038
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	824 700	624 608	408 553
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	110 900	34 592	58 496
Autres	18	18 600	24 436	21 638
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 229 183	1 152 445
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Créances irrécouvrable	21.1	3 000	941	6 791
Autres	21.2	19 950	50 174	60 906
	22	5 869 900	6 872 536	6 051 550

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 035 861	2 568 004
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 605 363	1 560 688
Réserves financières et fonds réservés	3	728 081	932 434
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(93 851)	(107 403)
Financement des investissements en cours	5	1 335 957	1 233 282
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 072 982	15 681 916
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	21 684 393	21 868 921

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	1 035 861	2 568 004
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 035 861	2 568 004

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Aménagement du Parc F-X Prieur	12.1		39 639
▪ Budget subséquent	12.2	272 300	
▪ Affaissements	12.3		6 646
▪ Nettoyages de la tour d'eau	12.4	20 000	20 000
▪ Franchise assurances	12.5	100 000	100 000
▪ Opérations déneigement	12.6	200 000	200 000
▪ Mesures d'urgence	12.7	200 000	200 000
▪ Variation des taux d'intérêts	12.8	300 000	300 000
▪ Dépenses imprévues	12.9	299 400	300 000
▪ Honoraires professionnels-projets	12.10	50 355	105 829
▪ Patinoire extérieure	12.11		75 523
▪ Autres projets	12.12	163 308	213 051
	13	1 605 363	1 560 688
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 605 363	1 560 688

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪ Vidange des boues usées	18,1	145 800	110 000
	19	145 800	110 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21,1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	427 944	591 587
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25	154 337	215 847
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27		
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31		15 000
Autres			
▪	32,1		
	33	582 281	822 434
	34	728 081	932 434

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2025

2024

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

35

(

)(

)

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs

36

(

)(

)

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008

37

(

)(

)

Mesure d'allègement pour la COVID-19

38

(

)(

)

Autres

39

(

)(

)

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs

40

(

)(

)

41

(

)(

)

Assainissement des sites contaminés

42

(

)(

)

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

43

(

)(

)

Appariement fiscal pour revenus de transfert

44

(

)(

)

Autres

45.1

(

)(

)

46

(

)(

)

Autres mesures d'allègement fiscal

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général

47

(

)(

)

Utilisation du fonds de roulement

48

(

)(

)

Autres

49.1

(

)(

)

50

(

)(

)

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure relative à la TVQ

51

(

)(

)

Frais d'émission de la dette à long terme

52

(

)(

)

Dette à long terme liée au FLI et au FLS

53

(

)(

)

Autres

54.1

(

93 851)(

107 403)

55

(

93 851)(

107 403)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement

56

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement

57

Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de

portefeuille à titre d'investissement liés au FLI

58

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement

liés à des emprunts de fonctionnement

59

Autres

60.1

61

62

(

93 851)(

107 403)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	1 335 957	1 233 282
Investissements à financer	64 () ()		
	65	1 335 957	1 233 282
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	23 380 831	22 588 813
Propriétés destinées à la revente	67		
Prêts	68		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	23 380 831	22 588 813
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	23 380 831	22 588 813
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74 ()	6 383 020)(	6 986 280)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 ()	18 680)(	28 020)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	93 851	107 403
	79 ()	6 307 849)(	6 906 897)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 () ()		
	81 ()	6 307 849)(	6 906 897)
	82	17 072 982	15 681 916

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 (	)(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 (	)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2025**2024****Informations complémentaires**

Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	(	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet (en années)	45		
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

104

Description des régimes et autres renseignements**Charge de l'exercice**

Cotisations de l'employeur

Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 105

Régime de retraite par financement salarial 106

Régime de retraite des employés municipaux du Québec 107

Régime de retraite à prestations cibles 108

Autres régimes 109

110

2025**2024****D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice

111

1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité a mis en place le 1er mars 2019 un régime de retraite simplifié.

La dépense est représentés par la cotisation du par la municipalité en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux équivalent à 9 % du salaire brut versé à l'employé.

Charge de l'exercice

Cotisations de l'employeur

Régime volontaire d'épargne-retraite 112

Régime de retraite simplifié 113

REER 114

Autres régimes 115

116

2025**2024**

77 836

74 221

77 836

74 221

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice

117

7

6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	2 843	1 815
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	9 580	6 973
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	9 580	6 973

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TAXES		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 742 400	3 808 676	3 681 486
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	30 700	31 009	28 280
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 773 100	3 839 685	3 709 766
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	290 400	303 653	239 953
Égout	13	241 300	249 557	261 527
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	354 900	358 672	413 966
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Lumière de rue	17.1	500	480	480
▪ Cours d'eau	17.2	362 500	188 396	62 249
▪ Traitement UV fosse septique	17.3	11 300	15 681	13 882
Centres d'urgence 9-1-1	18		14 666	13 324
Service de la dette	19	164 100	158 823	162 537
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	1 425 000	1 289 928	1 167 918
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	1 425 000	1 289 928	1 167 918
	28	5 198 100	5 129 613	4 877 684

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33	13 827	14 325	13 826
Écoles primaires et secondaires	34	120 373	124 707	120 359
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	134 200	139 032	134 185
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	1 500	1 096	1 117
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40	1 500	1 096	1 117
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	135 700	140 128	135 302

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			14 963
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			(91 864)
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	124 400	88 908	137 486
Enlèvement de la neige	55	23 000	18 396	11 496
Autres	56	31 600	33 894	33 188
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57	16 200		6 044
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65			
Traitement des eaux usées	66			128 319
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75	25 000	6 328	14 663

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	15 000	8 129	7 936
Activités culturelles				
Bibliothèques	85			
Autres	86			5 250
Réseau d'électricité	87			
	88	235 200	155 655	267 481

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	89		105 562
Sécurité publique			
Police	90		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	91		
Autres	92		
Sécurité civile	93		95 009
Autres	94		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	95	50 000	784 213
Enlèvement de la neige	96		
Autres	97		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	98		
Transport adapté	99		
Transport scolaire	100		
Autres	101		
Transport aérien	102		
Transport par eau	103		
Autres	104		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105		
Réseau de distribution de l'eau potable	106		636 675
Traitement des eaux usées	107		
Réseaux d'égout	108		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	109		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	110		
Tri et conditionnement	111		
Autres	112		
Autres	113		
Cours d'eau	114		
Protection de l'environnement	115		
Autres	116		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			146 923
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		50 000	1 768 382

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	178 100	178 101	131 038
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			1 472
	140	178 100	178 101	132 510
TOTAL DES TRANSFERTS	141	413 300	383 756	2 168 373

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144	1 300	41 925	3 522
	145	1 300	41 925	3 522
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	117 000	132 304	202 380
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	117 000	132 304	202 380
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153	12 500	22 695	7 772
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	12 500	22 695	7 772
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	138 200	152 991	118 685
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	138 200	152 991	118 685

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			(136)
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			(136)
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180	25 000	60 542	26 092
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183	25 000	60 542	26 092
Réseau d'électricité				
	184			
	185	294 000	410 457	358 315

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	100	71	4
	189	100	71	4
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			9 546
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195			9 546
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202	2 000	4 475	2 850
Autres	203		1 651	1 520
	204	2 000	6 126	4 370
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209	400	1 591	839
Matières recyclables	210		435	106
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	400	2 026	945

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	6 700	30 284	16 214
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228			
	229	6 700	30 284	16 214
Réseau d'électricité				
	230			
	231	9 200	38 507	31 079
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	303 200	448 964	389 394

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	11 100	14 660	11 230
Droits de mutation immobilière	234	132 500	259 376	180 050
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	143 600	274 036	191 280
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	14 000	997	14 110
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	110 500	218 906	374 806
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			22 984
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			4 792
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249			1 098
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	3 600	91 608	55 341
	252	3 600	91 608	84 215
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	186 300	255 977		255 977	212 930
Greffe et application de la loi	2	256 200	233 789		233 789	213 758
Gestion financière et administrative	3	665 150	589 439	14 530	603 969	635 959
Évaluation	4	44 300	44 196		44 196	29 063
Gestion du personnel	5	46 700	21 991		21 991	81 491
Autres						
▪ Autres	6.1	111 600	77 814	21 499	99 313	172 215
	7	1 310 250	1 223 206	36 029	1 259 235	1 345 416
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	430 700	297 747		297 747	244 730
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	571 300	582 700	137 697	720 397	604 782
Sécurité civile	11	7 600	6 577		6 577	11 945
Autres	12					
	13	1 009 600	887 024	137 697	1 024 721	861 457
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	485 900	486 715	455 710	942 425	851 793
Enlèvement de la neige	15	442 400	384 443	96 688	481 131	413 938
Éclairage des rues	16	26 300	14 718	4 919	19 637	12 035
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	51 900	70 534		70 534	51 860
	22	1 006 500	956 410	557 317	1 513 727	1 329 626

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025		Réalisations 2025		
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	Réalisations 2024
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	156 400	152 972		152 972	169 344
Réseau de distribution de l'eau potable	24	186 600	261 156	160 636	421 792	368 963
Traitement des eaux usées	25	89 400	215 369		215 369	170 443
Réseaux d'égout	26	110 700	94 298	185 458	279 756	253 721
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	137 300	112 372		112 372	107 144
Élimination	28	65 000	68 597		68 597	69 030
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	2 800	1 182		1 182	90 723
Tri et conditionnement	30					637
Matières organiques						
Collecte et transport	31	150 300	159 084		159 084	9 027
Traitement	32					130 339
Matériaux secs	33					
Autres	34					4 179
Plan de gestion	35	13 200				
Autres	36	78 000	77 313		77 313	5 139
Cours d'eau	37	362 500	198 998		198 998	22 655
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	11 300	15 681		15 681	13 241
	40	1 363 500	1 357 022	346 094	1 703 116	1 414 585
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	20 600	18 669		18 669	20 765
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	20 600	18 669		18 669	20 765

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	225 900	214 203	4 427	218 630	201 490
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49					
Tourisme	50					
Autres	51	76 200	58 260		58 260	44 467
Autres	52	10 000	16 640		16 640	1 050
	53	312 100	289 103	4 427	293 530	247 007
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	260 050	345 821	25 575	371 396	
Patinoires intérieures et extérieures	55					295 213
Piscines, plages et ports de plaisance	56					
Parcs et terrains de jeux	57	80 900	49 543	112 515	162 058	89 814
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	10 000	6 347		6 347	6 321
	61	350 950	401 711	138 090	539 801	391 348
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	11 000	60 388		60 388	
Bibliothèques	63	93 500	62 389	9 529	71 918	79 897
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65	8 400	7 668		7 668	7 278
Autres	66	110 900	112 572		112 572	109 133
	67	223 800	243 017	9 529	252 546	196 308
	68	574 750	644 728	147 619	792 347	587 656

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	260 200	262 937		262 937	236 141
Autres frais	71	12 400	4 254		4 254	8 897
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73					
	74	272 600	267 191		267 191	245 038
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		1 229 183 (	1 229 183)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Municipalité de Saint-Polycarpe | 71020 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus ¹	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

(en dollars)

Non audité

		Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		596 245
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	45 048	
Conduites d'égout	4	601	432 172
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	361 729	871 487
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	249 388	
Autres infrastructures	11	2 097	302 035
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		119 833
Édifices communautaires et récréatifs	14	49 443	22 158
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	113 239	176 963
Ameublement et équipement de bureau	18	22 942	25 286
Machinerie, outillage et équipement divers	19		142 346
Terrains	20	1 065 682	
Autres	21	111 032	773 470
	22	2 021 201	3 461 995

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)**

Non audité

		Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		596 245
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	45 048	
Conduites d'égout	4	601	432 172
Autres infrastructures	5	613 214	1 173 522
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 362 338	1 260 056
	12	2 021 201	3 461 995

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	827 920		175 220	652 700
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 186 380		437 380	5 749 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	7 014 300		612 600	6 401 700
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	7 014 300		612 600	6 401 700
Dettes en cours de refinancement	20 ()			()	
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	7 014 300		612 600	6 401 700

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dettes à long terme	1	6 401 700	7 014 300
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2		
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dettes en cours de refinancement	4		
Autres	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7		
Débiteurs	8		
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	817 148	1 020 258
Autres	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	5 584 552	5 994 042
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13		
Endettement net à long terme	14	5 584 552	5 994 042
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	252 657	60 781
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	5 837 209	6 054 823
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	5 837 209	6 054 823
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	18 600	18 183	18 291
Autres	3	54 900	50 408	24 687
Sécurité publique				
Police	4	2 000	1 827	3 169
Sécurité incendie	5	5 500	5 592	3 747
Sécurité civile	6			
Autres	7	4 300	3 297	2 918
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	242 200	237 579	235 228
Cours d'eau	13	362 500	198 999	22 655
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			4 179
Santé et bien-être				
Habitation	16	19 600	18 141	20 096
Autres	17	1 000	528	669
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	44 000	38 748	35 555
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	59 400	40 809	30 081
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 900	2 829	
Activités culturelles	23	7 800	7 668	7 278
Réseau d'électricité				
	24			
	25	824 700	624 608	408 553

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 021 201	3 461 995
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 021 201	3 461 995

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	7,71	36,00	14 223,32	720 628	211 480	932 108
Professionnels	2						
Cols blancs	3	3,55	35,00	6 737,00	199 862	59 679	259 541
Cols bleus	4	3,50	40,00	14 787,24	236 352	67 683	304 035
Policiers	5						
Pompiers	6	1,41	40,00	2 933,00	115 743	10 174	125 917
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	16,17		38 680,56	1 272 585	349 016	1 621 601
Élus	9	7,00			113 030	16 710	129 740
	10	23,17			1 385 615	365 726	1 751 341

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	325 627	50 000		8 129	383 756
	7	325 627	50 000		8 129	383 756

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	(5 087)	
	4	(5 087)	
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	18 948	13 225
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	18 948	13 225
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	109 107	96 892
Enlèvement de la neige	12	20 468	22 085
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	129 575	118 977
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	70 583	60 851
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	70 583	60 851
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31	2 529	1 752
	32	2 529	1 752
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	50 643	50 233
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	50 643	50 233
Réseau d'électricité	42		
	43	267 191	245 038

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
POIRIER JEAN-YVES	1.1	Maire	77 185	10 097	7 993	
MENARD JEAN-PIERRE	1.2	Maire	13 143	6 572	2 901	
LALONDE FRANÇOIS	1.3	Conseiller	8 667	4 333		
GAMELIN MAXIME	1.4	Conseiller	8 667	4 333		
ROBICHAUD ANNIE	1.5	Conseiller	8 667	4 333		
BARSALOU LAURENT	1.6	Conseiller	8 667	4 333		
SCHOUNE PATRICE	1.7	Conseiller	9 287	4 394		
COULOMBE MARIE-JOSÉE	1.8	Conseiller	2 000	999		
	2		136 283	39 394	10 894	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 000 000 \$**Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3^e paragraphe du 2^e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

47 ☒ ☐
48 2 424 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

49 ☐ ☒
50 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

51 ☐ ☒
52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

53 ☐ ☒

54 _____ \$

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

55 ☐ ☒

56 _____ \$

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

57 ☐ ☒

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

59 ☐ ☒

60 ☐ ☐

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

61 ☐ ☒

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

63 ☐ ☒

64 _____ \$

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

65 ☐ ☒

66 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

67 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

68 _____ \$

b) autres formes d'aide

69 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

70 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

71 _____ \$

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

72 ☐ ☒

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

73 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025

74 _____ \$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025

75 _____ \$

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

76 88 908 \$

Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

77 186 687 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

 Systèmes de sécurité

78 82 859 \$

 Chaussées pavées - entretien préventif

79 59 471 \$

 Chaussées pavées - entretien palliatif

80 57 226 \$

 Chaussées en gravier - entretien préventif

81 79 916 \$

 Chaussées en gravier - entretien palliatif

82 52 606 \$

 Systèmes de drainage

83 2 333 \$

 Abords de routes

84 39 292 \$

 Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

85 373 703 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

86 67 670 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

87 45 870 \$

c) Total des frais encourus admissibles

88 673 930 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

Achat d'un véhicule pour le déneigement et d'un véhicule pour la voirie utilisé 50 % en hiver et 50 % en été

- Relatives à l'entretien d'été :

Achat d'un véhicule la voirie utilisé 50 % en hiver et 50 % en été

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

S/O

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 2026-07-176

b) Date d'adoption de la résolution

90 2026-07-13

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 2022-05-072

b) Date d'adoption de la résolution

93 2022-05-09

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-----|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 181 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | ☐ ☒ |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Éric Lachapelle

Adresse courriel du directeur général

10 elachapelle@stpolycarpe.ca

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2026

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 013 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	30 000
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	4 043 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	317 000
Égout	13	259 000
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	364 600
Transport en commun - Taxe sur l'immatriculation	16	
Autres		
▪ Lumière de rues	17.1	500
▪ Traitement UV fosse septique	17.2	12 500
▪ Cours d'eau	17.3	570 100
Centres d'urgence 9-1-1	18	
Service de la dette	19	158 100
Pouvoir général de taxation	20	
Activités de fonctionnement	21	
Activités d'investissement	22	
	23	1 681 800
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	24	
Autres	25	
	26	
	27	1 681 800
	28	5 724 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	130 000
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	130 000

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	1 600
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	1 600

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	131 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté¹	Revenus bruts	Crédits / Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	358 769 931 x	0,4919/100 \$	1 764 800				
Sous-catégories résidentielles	3	32 819 020 x	0,5476/100 \$	179 700				
Immeubles non résidentiels	4	53 171 553 x	0,7542/100 \$	401 000				
Immeubles industriels	5	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6	x	/100 \$					
Autres	7	1 154 400 x	1,9700/100 \$	22 700				
Immeubles forestiers	8	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	9	334 358 097 x	0,4919/100 \$	1 644 800				
Total	10			4 013 000 (	) (	)		4 013 000
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11	780 273 001 x	0,0039/100 \$	30 000				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	12	x	/100 \$					
Sous-catégories résidentielles	13	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	14	x	/100 \$					
Immeubles industriels	15	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	x	/100 \$					
Autres	17	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	18	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	19	x	/100 \$					
Total	20			30 000 (	) (	)		30 000

1. Lorsque la municipalité applique les mesures des sous-catégories d'immeubles résidentiels ou non résidentiels, des taux de taxes foncières distincts (art. 244.64.9 LFM) ou de la taxation par secteur, le taux moyen est utilisé aux catégories applicables. Le taux moyen correspond aux revenus bruts obtenus pour les immeubles imposables d'une catégorie divisés par leur valeur imposable.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté ¹	Revenus bruts	Crédits / Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21		x	/100 \$				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle								
(résidentielles et autres)	22		x	/100 \$				
Sous-catégories résidentielles	23		x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	24		x	/100 \$				
Immeubles industriels	25		x	/100 \$				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x	/100 \$				
Autres	27		x	/100 \$				
Immeubles forestiers	28		x	/100 \$				
Immeubles agricoles	29		x	/100 \$				
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x	/100 \$				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle								
(résidentielles et autres)	32		x	/100 \$				
Sous-catégories résidentielles	33		x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	34		x	/100 \$				
Immeubles industriels	35		x	/100 \$				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x	/100 \$				
Autres	37		x	/100 \$				
Immeubles forestiers	38		x	/100 \$				
Immeubles agricoles	39		x	/100 \$				
Total	40				()	()		
Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x	%	()	()		

1. Lorsque la municipalité applique les mesures des sous-catégories d'immeubles résidentiels ou non résidentiels, des taux de taxes foncières distincts (art. 244.64.9 LFM) ou de la taxation par secteur, le taux moyen est utilisé aux catégories applicables. Le taux moyen correspond aux revenus bruts obtenus pour les immeubles imposables d'une catégorie divisés par leur valeur imposable.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	305,00 \$
Égout	2	296,00 \$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	323,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Taux d'aqueduc 99-2008	6.1 142,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Compteur d'eau 94-2007	6.2 39,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Eau surconsommation	6.3 1,7200	7 - autres (préciser)	entre 240 m3 et 320 m3
Eau surconsommation	6.4 1,8800	7 - autres (préciser)	plus de 320 m3
Lumière de rues	6.5 160,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par usager
Licences de chiens	6.6 20,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par animal
Licences de chenil	6.7 100,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par chenil

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	403 100			22 700	1 657 800
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4	13 800			1 900	4 000
Autres	5	109 000			13 100	338 600
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	525 900			37 700	2 000 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
 (en dollars)

Non audité

		Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1		1 778 800		180 600	4 043 000
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		116 500		21 900	158 100
Autres	5		935 200		127 800	1 523 700
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8		2 830 500		330 300	5 724 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

Non audité**OUI****NON**

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

1 ☒ ☐2 ☐ ☒

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle en vertu des articles 244.64.8.1 à 244.64.8.10 LFM

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

3 ☒ ☐**6 logements et +**

c) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

4 ☐ ☒

d) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et/ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

5 ☐ ☒

e) Division du territoire en secteurs aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale en vertu des articles 244.64.10 à 244.64.26 LFM

- Pour chaque secteur, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

6 ☐ ☒

f) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels
- Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2026 :
- Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2026 :

7 ☐ ☒8 ☐ ☒9 ☐ ☒

10 _____ \$

11 _____ \$

g) Octroi d'un dégrèvement ou application d'une majoration en vertu des articles 253.36 à 253.53 LFM

12 ☐ ☒

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

- h) Imposition d'une taxe supplémentaire sur les terrains vagues non desservis dans tout périmètre d'urbanisation en vertu des articles 244.65 à 244.67 LFM

13 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total prévu en 2026

14 22 700 \$

- Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté.

Rôle d'évaluation : 1 154 400 au taux de 1.9676%

- i) Imposition d'une taxe sur toute unité d'évaluation qui comprend une terre à vocation agricole exploitable mais non exploitée en vertu des articles 244.75 à 244.78 LFM

15 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total prévu en 2026

16 \$

- Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté.

2. Données requises aux fins du calcul du taux global de taxation

Taux unique ou taux sectoriel uniformisé

Taxe foncière générale

17

Taxes spéciales

Service de la dette

18 0,0039

Activités de fonctionnement

19

Activités d'investissement

20

Taux de la catégorie/sous-catégorie résiduelle ou taux de base uniformisé

Taxe foncière générale

21 0,4919

Taxes spéciales

Service de la dette

22

Activités de fonctionnement

23

Activités d'investissement

24

3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

25 ☐ ☒

4. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026 :

a) une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM

26 ☐ ☒

b) une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM

27 ☐ ☒

- Si oui, pour chaque taxe imposée, décrire sa catégorie, son assiette d'application et son taux adopté.

5. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2026 pour des exploitations agricoles enregistrées?

28 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant.

29 1 517 617 \$

6. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)

30 \$

7. Date d'adoption du budget par le conseil

31 2025-12-15

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

8. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	32	<u>7 242 360 \$</u>
9. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	33	<u>623 910 \$</u>
10. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	34	<u>271 790 \$</u>
11. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	35	<u>272 300 \$</u>